GARDE DU CAPITALISME

L'INTERNATIONALE POLICIÈRE

Bruxelles. — Depuis quelque t emps les agents diplomatiques du IIIe Reich ne sont pas les seuls à se rendre dans les différents pays. Les chefs de la police allemande ont également été pris d'une soudaine manie de voyage.

C'est ainsi qu'il y a quelques semaines, M. Himmler, ministre de la Police et chef de la Gestapo (police secrète d'Etat), s'est rendu à Rome avec le général Daluege, chef de la Sûreté. Peu de jours auparavant, ce même général Daluege était allé à Varsovie.

L'objet de tous ces déplacements serait la collaboration plus étroite des polices politiques des différents Etats réactionnaires. La récente rencontre des représentants de l'Italie, de la Hongrie et de l'Autriche à Vienne aurait également eu trait à une coopération plus active des polices, plus spécialement des polices secrètes. L'une des questions inscrites à l'ordre du jour aurait été l'espionnage et l'échange de réfugiés politiques.

Des événements récents montrent déjà que ces accords ne sont pas seulement théoriques. C'est ainsi qu'Olga Benario et Elise Ewert ont été livrées à l'Allemagne, en vertu d'un simple accord entre les polices allemande et brésilienne, sans que le gouvernement hitlérien ait eu besoin de présenter une demande d'extradition. Un autre exemple de cette collaboration est le cas d'Antonini Armando, réfugié italien, qui, se rendant en France, fut arrêté dans le rapide Prague-Paris, entre Hof et Nuremberg. Toute une série d'arrestations de réfugiés non allemands, de passage en Allemagne, ont été opérées par la Gestapo au cours des semaines écoulées. Le cas de M. Svez, de nationalité tchèque, appréhendé par la police allemande, alors qu'il traversait l'Allemagne pour se rendre à Paris, relève de ce même accord.

Mussolini employé de banque

A tous ses titres de Duce, de ministre, de chef suprême des armées de terre, de mer, et de l'air, M. Mussolini devrait ajouter celui de Premier Employé de Banque de l'Italie.

La démagogie fasciste dissimule en effet les vrais maitres de l'Italie. Ce sont la « Banca Commerciale Italia », le « crédito Italiano » et la « Banca di Roma ».

La première de ces sociétés, la « Banca Commerciale Italiana » n'est pas une société italienne. Avant la guerre déjà, 100 actions seulement sur 20.000 appartenaient à la finance italienne. Le reste était la propriété du capital étranger allemand surtout. L'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés fut suivie de la mise sous sequestre des capitaux allemands. Après la guerre les Etats Unis prirent la place de l'Allemagne. Le directeur actuel de la « Banca Commerciale Italiana » M. Guiseppe Teplitz est connu pour ses attaches avec la finance américaine.

La « Banca Commerciale Italiana » contrôle un grand nombre d'établissements de crédit et d'entreprises industrielles. Dans l'industrie métallurgique, par exemple, citons les usines « Ilba », « Terni », « Ernesto Bréda », cette dernière spécialisée dans la construction des machines, « San Gorgino », etc..., dans le domaine électrotechnique nommons les sociétés « Edisou » et la « Compagnie Adriatique d'électrification »; elle exerce aussi un contrôle très étroit sur le conzern chimique « Montecattini » le plus important de la péninsule. N'oublions pas non plus la part qu'ele prend, avec d'autres organisations, dans l'industrie textile et les compagnies de navigation.

La crise économique mondiale a

durement influé sur les destinées de la banque. Elle fut, en 1932, sur le point de faire faillite et c'est une intervention du gouvernement qui l'a sauvée. Un organisme spécial a été fondé uniquement dans ce but l'« Instituto Mobiliale Italiano » qui possède en portefeuille plus de trois milliards de lires de valeur « gelées ». Il va sans dire que l'opération a été effectuée aux dépens du contribuable italien.

Depuis la mise hors combat de la « Banca Commerciale Italiana » la plus importante citadelle du capitalisme en Italie. s'avère être le « Crédito Italiano ».

Le principal personnage de cette société, M. Pirelli, fut un de ceux qui financèrent le mouvement fasciste naissant. Pirelli est une des grandes vedettes de la finance italienne. Principal actionnaire de la société « pirelli i co », il est aussi président de la Confédération Nationale fasciste de l'Indurtrie, de l'Association des Sociétés italienes par actions, et exerce une grande activité au sein de la Chambre Internationale du Commerce.

Tout comme la « Banca Commerciale Italiana », le « Crédito Italiano » que préside un grand importateur de bois, M. Feltrinelli, est intimement lié à la vie économique du pays. Tant au milieu des établissements de crédit et des compagnies d'assurance, que parmi les sociétés industrieles et commerciales, son rôle n'est pas mince. Il contrôle tout d'abord les chantiers maritimes de Trieste, dont l'importance militaire n'est plus à indiquer, la « Snia Viscosa », si célèbre en France depuis le scandale Oustric, principale productrice de la soie artificielle en Europe, les usines sidérurgiques de Dalmatie, ainsi que des compagnies de chemins de fer, et des compagnies de navigation. Enfin les liens les plus étroits unissent le « Crédito Italiano » au conzern « Fiat ». Propriétaire des usines d'automobiles « Fiat » des usines de construction de moteurs d'avion « Grandi Motori », de l'usine « Riv » le sénateur Giovanni Anelli est un grand personnage au sein du parti fasciste qu'il subventionna dès sa création. Le sénateur Anelli n'occupe aucune fonction officielle mais les cercles gouvernementaux font le plus grand cas de ses conseils.

Terminons enfin en mentionnant le rôle prépondérant joué par le « Crédito Italiano » dans la société pétrolifère semi-officielle « Agip » (Agencia générale italia dei petroli). Ainsi qu'on le sait l'Italie ne possède absolument aucune ressource pétrolifère. Pas plus sur son propre sol que dans ses colonies. Elle dépend absolument de l'étranger sur ce point et en particulier de l'U.R.S.S. Le gouvernement fasciste, en prévision des difficultés de ravitaillement en cas de guerre, a fondé « l'Agip » pour donner une certaine indépendance à l'Italie dans ce domaine. La société a réussi à obtenir des concessions importantes en Albanie et en Roumanie. Elle a même pu s'assurer une participation àl'exploitation du pétrole de Mossoul. A en croire les informations italiennes, la concession albanaise à elle seule, fournirait déjà une production suffisante a assurer le tiers des besoins totaux de l'Italie Il est hors de doute que les ambitions pétrolifères de l'Italie ont joué un rôle très important dans l'aventure éthiopienne.

La « Banco di Roma » est présidée par M. Stefano Benii, ancien président de la Confédération fasciste de l'Industrie, propriétaire des usines d'électromécanique « Marelli and Co », ministre des P.T.T., des Communications ferroviaires, et de la Marine marchande Cette dernière fonction prend toute sa signification quand on sait que la « Banco di Roma » possède la majorité des actions des chantiers de construction maritime, et des compagnies de navigation. Son influence s'exerce aussi dans le domaine des crédits agricoles, des crédits commerciaux, et dans le financement des entreprises coloniales.

ET L'ESPAGNE

Primo de Rivera fils

pagne. Les valises sont ouvertes. Voic ce qu'on y trouve : un plan de la vill et du port de Bilbao et de ses environs puis un paquet adressé au chef de l'armée rebelle du Nord, un lettre au colonel Soltchaga sous enveloppe adressée à « M. Pedro Alfaro, Burgos »; quelques enveloppes contenaient aussi des paquets de créditives sur la Banque d'Espagne. Le paquet adressé au général commandant l'armée rebelle contenait une communication du capitaine Pablo Murga, ingénieur, chargé par le gouvernement basque des travaux de défense de la ville. Il déclare qu'ayant un poste responsable dans l'armée républicaine, il l'a accepté « pour mieux servir l'armée nationale ». Il demande qu'on lui envoie des instructions. Il envoie des renseignements très détaillés sur les fortifications en indiquant où se trouvent les positions républicaines, les pièces d'artillerie, et des renseignements sur l'état d'esprit général.

L'interrogatoire de Vakonig révéla la complicité du consul paragayen Martinez qui lui avait remis tous les documents. Il nomma ses complices : l'avocat Julian Munsuri, l'officier José Anglada, etc... Les deux consulats étaient en fait le siège de l'état-major des fascistes en territoire républicain. On y donnait subsides et instructions.

Quant à Emile Scheidt, il était resté à Bilbao après le départ du consul allemand et était entré au service de Vakonig. L'enquête révéla son attache ave la Gestapo.

Tous furent fusillés.

Voilà ce que font les « puissances fascistes sous le couvert de l'immunit diplomatique.

d'être accusés :

Le 28 octobre, à 9 heures du matin, sur le quai, des passagers s'embarquent sur le croiseur anglais « Eastmouth ». Parmi eux, plusieurs consuls étrangers. Ceux-ci vont rejoindre leur gouvernement pour faire établir une zone internationale à Bilbao. Le « Servicio d'Orden Publico » examine les bagages de tous les passagers. Le consul d'Autriche-Hongrie, Vaconig, refuse de laisser examiner ses valises. On l'emmène au Service de la Sûreté Générale avec Emile Scheidt, citoyen allemand, qui l'accom-

Le nazisme en Autriche

Le fascisme des chrétiens-sociaux et le fascisme d'Hitler s'affrontent, violemment souvent, en Autriche. L'assassinat du Président du Conseil, lors du putsch de juillet 1934, démontra la puissance du nazisme et sa volonté de dominer l'Autriche. Son échec ne semble pas décourager Hitler. Récemment Gœring, dans un discours qui eut quelque retentissement, déclara qu' « il n'est pas éloigné le temps où le cri « Heil Hitler! » sera officiellement accepté par toute l'Autriche ».

De fait, les agents hitlériens, depuis quelque temps, se dépensent sans compter. Leur repaire principal, on le sait, c'est l'ambassade allemande à Vienne. C'est un fonctionnaire de l'ambassade, Spielhagen, qui dirige tout le travail des partisans d'Hitler. Il n'y a pas longtemps Spielhagen s'est rendu en tournée d'inspection dans toutes les provinces autrichiennes.

Un autre agent hitlérien de première importance fut (car il est mort récemment) le baron balte Amende, secrétaire auprès de la S.D.N. du Comité National des Minorités. Le baron Iskiul a pris sa place. Le gouvernement autrichien a récemment arrêté un agent important de la Gestapo, fonctionnaire lui aussi à l'ambassade d'Allemagne. Son arrestation permit de mettre la main sur six cents membres de l'organisation hitlérienne.

L'organisation secrète et illégale du fascisme hitlérien a été mise à jour dans un livre publié à Paris aux Editions du Carrefour : « Das braune Netz », que nous invitons tous les camarades connaissant l'allemand à se procurer. Les organisations hitlériennes en Autriche (comme ailleurs aussi) sont camouflées sous le couvert de sociétés de « tourisme » ou de « publicité », les groupes terroristes, eux, ont pris l'apparence d'organisations sportives. Et c'est la valise diplomatique qui introduit armes et littérature en Autriche.

La nouvelle organisation hitlérienne d'Autriche se nomme « la Légion Autrichienne ». Comptant environ 60.000 hommes, elle est fort bien équipée. Artillerie, aviation, corps motorisés peuvent la soutenir, le cas échéant.

BARRICADES A VIENNE

Le 12 février il y aura trois ans que l'avant-garde de la classe ouvrière autrichienne entrait dans une lutte désespérée contre l'appareil d'tat de la bourgeoisie et les bandes de mercenaires à la solde des trusts industriels.

Isolés de la grande masse, trahis par les réformistes et paralysés par leurs propres illusions démocratiques, les combattants du Schützbund étaient écrasés après cinq jours de lutte magnifique. Dans le feu de la guerre civile s'écroulèrent l'édifice majestueux de la social-démocratie autrichienne, son parti de 700.000 membres, le plus fort de la IIe Internationale, ses réalisations municipales et ses organisations culturelles, mais en même temps les illusions pacifistes, le sentiment d'impuissance et le découragement furent chassés par le souffle de la Révolution prolétarienne entrevue sur les barricades de Vienne et laissèrent la voie libre pour un nouveau départ du mouvement ouvrier autrichien.

(A suivre.)

Cet été, à Passau (à la frontière austro-allemande), s'est tenue une réunion des principaux agents hitlériens. Il fut question d'une action terroriste. Le chef du complot fut désigné : Franz Yanich. Les exécutants devaient être les anciens S.S. Fischer, Müller, Franz Steinscal, Karl Havrane (de Tchécoslovaquie), les frères Max, Franz et Joseph Binus (de Tchécoslovaquie), etc...

La police fut informée et le putsch échoua de justesse. Mais il va de soi qu'un nouvel échec n'est pas pour faire reculer l'hitlérisme. Et il se peut que bientôt l'Autriche redevienne le point névralgique de l'Europe.

ENTENTE DES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE

Bulletin d'adhésion

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

SIGNATURE

A retourner sous pli fermé au secrétariat de l'Entente des J.S. de la Seine, 7, Rue Meslay - PARIS

Le secrétaire du groupe de votre localité ou arrondissement vous convoquera en vous indiquant le lieu de réunion

EXTREME-ORIENT

La crise politique que vient d'ouvrir au Japon la démission du cabinet Hirota n'est qu'un nouvel épisode de la lutte que se livrent depuis des années, d'une part, les militaires, de l'autre, les gros industriels et les financiers. Armée contre capitalisme tel est l'aspect particulier que prend la bataille politique nippone au regard de l'Européen, les masses ouvrières japonaises semblent rester en dehors de la lutte n'est pas exact. Certes, les partis bourgeois : le conservateur Minseito avec 205 représentants et le libéral Seiyukai avec 174 députés sur un total de 466 sièges — ont une écrasante majorité à la diète; mais la classe ouvrière nippone prend peu à peu conscience d'elle-même. En février 1936, lors des dernières élections elle envoyait au Parlement 22 représentants du « Parti des masses prolétariennes » qui réunissaient 629.000 voix contre 100.000 obtenues lors des précédentes élections. Ce succès n'avait été possible que par l'union des groupements de gauche formant une sorte de « Front Populaire » contribuant largement à l'éveil de la conscience des masses. Le mouvement n'a pas été d'ailleurs sans inquiéter les dirigeants japonais. Depuis les élections, le « Front Populaire » à fait des progrès considérables : la formation d'un gouvernement à direction socialiste en France, la révolution espagnole ont eu au Nippon des répercussions qu'on ne soupçonne pas en Europe. Après des siècles de honteuse exploitation par les seigneurs féodaux d'abord et maintenant par les industriels qui les ont remplacés, les travailleurs japonais s'éveillent enfin à la conscience de classe. Le Gouvernement de M. Hirota avait senti le danger, qui avait envisagé l'interdiction de l'emploi du mot « Front Populaire » sous prétexte que « cette expression était susceptible de suggérer une attitude irrespectueuse des masses envers la volonté impériale ». Il y a quelques jours encore, le Ministre démissionnaire des affaires étrangères M. Arita dénonçait à la Diète « la nouvelle tactique adoptée par le Komintern, basée sur la formation de soi-disants Fronts Populaires qui s'avérèrent efficaces en plusieurs pays d'Europe, spécialement en Espagne où cette sorte de gouvernement amena la guerre civile ».

DE MOSCOU

peut appliquer que la justice qui est l'image de ce régime. La justice bourgeoise française n'est pas la justice humaine. En U.R.S.S., où la liberté ne règne pas en souveraine, on juge et exécute des hommes qui ont, paraît-il, commis des sabotages et des crimes. La conscience humaine dont se réclame le bolchevisme et particulièrement le socialisme, ne peut accepter la condamnation de l'opprimé qui se révolte contre l'oppresseur. Quelle est l'accumulation de haine produite par un régime qui fait se dresser contre lui un tel nombre de révolutionnaires éprouvés?

Pour que ce procès soit égal, il eût fallu mettre en balance les défauts du régime soviétique et savoir dans quelle mesure ses déformations s'éloignent du socialisme.

Pourquoi, tous les accusés étant coupables, certains s'en tirent-ils à si bon compte? On a parlé de comparses. La conclusion de ce procès ne dément pas ces bruits.

Nos camarades qui veulent se documenter trouveront au Parti Communiste et au Parti Ouvrier Internationaliste de plus amples détails.

Les Amis de l'U.R.S.S. organisent, salle Wagram, vendredi 12 février, une conférence sur « le Nouveau Procès de Moscou ».

Nous pensons que l'absence de clarté, l'impression de partialité, — Philippe, député de Lyon, et P. Serre, député de Briey, se sont vus refuser la signature de leur passeport à l'ambassade d'U.R.S.S., — ne peuvent que renforcer ceux qui exploitent de tels drames au profit de nos véritables adversaires.

LISME PROLETARIEN !